

Paris, le 24 mai 2022

Monsieur Eric ANGELINO
Chef du Service National de Police
Scientifique
31 Avenue Franklin-Roosevelt
69 134 ECULLY cedex

Réf. : BN/SG/FV/2022-070

Monsieur Le Directeur du SNPS,

Le laboratoire de Paris a déménagé au début du mois de janvier 2021. Pourtant majoritairement défavorables au relogement du LPS75 à Saint Denis, les agents ont toutefois fait preuve de bonne volonté pour réinstaller et réhabiliter les plateaux techniques dans un temps très court.

Pendant un an, ils se sont investis pour s'adapter à la fois au nouveau site et à la nouvelle organisation du service.

Aujourd'hui, la situation de ces agents est très difficile, voire dangereuse pour leur santé : un nombre d'agents conséquent est en souffrance. Lors de la dernière réunion de la cellule de veille des RPS, le SSPO nous a informés que le nombre de consultations enregistrées en un an correspondait au tiers de l'effectif du service.

Ainsi 1/3 des agents est en situation de stress au laboratoire !

Même si les raisons sont couvertes par le secret médical, nous constatons que des agents en épuisement professionnel sont aujourd'hui en situation d'arrêt maladie.

Enfin, nous avons dû intervenir suite à des tensions entre les agents et des tensions interhiérarchiques, notamment en DIC.

Il y a incontestablement des lacunes de communication et de management responsables de ces situations.

L'ensemble des indicateurs (stress, maladies, tensions, agressivité, lacunes managériales) sont les témoins d'une situation gravissime qui montrent que le risque d'accident est très important.

Les personnels ne supportent plus la charge de travail qui leur est imposée, engendrant des difficultés de santé, de souffrance au travail, et des relations interpersonnelles et interhiérarchiques qui se durcissent.

Le cruel manque d'effectifs dont souffre le laboratoire est en grande partie responsable de ces situations ô combien gravissime !

157 agents sont actuellement employés au LPS75, alors qu'il en faudrait au moins 180 pour assurer le fonctionnement correct du laboratoire.

La pression sur le personnel est pesante, et devient insupportable, en raison d'une charge de travail croissante, et une pression permanente due aux objectifs d'optimisation des délais.

La situation est particulièrement critique en DIC.

➤ **En section Stupéfiants :**

9 agents sont affectés, alors qu'ils sont 13 à Lyon, où l'activité est comparable, tant s'agissant de l'activité opérationnelle au profit des services territoriaux et de l'OFAST que s'agissant de la recherche et du développement. Pour mémoire, le LPS de Paris a traité 261 dossiers au premier trimestre 2021 et le LPS de Lyon 305. Le laboratoire de Lyon a par ailleurs la chance de bénéficier d'un groupe support (achats, métrologie, équipements, qualité, suivi des projets de validation ou technique), dont le laboratoire de Paris ne dispose pas.

Depuis 2017, la section stupéfiants n'a connu aucune augmentation de l'effectif alors que le parc analytique est passé de 6 à 9 appareils (bientôt 10). Ainsi, par manque de moyens humains, certains appareils ne sont pas exploités à la hauteur de l'investissement mis en œuvre. Dans le même temps, les tâches annexes ont considérablement augmenté liées à des projets de collaboration avec des organismes extérieurs telles que l'OFDT ou les brigades cynophiles. Aujourd'hui, cette section n'est plus en mesure de traiter ses dossiers dans des délais préconisés. Le portefeuille des saisines est en augmentation constante.

De même, la recherche et développement pour faire face à des évolutions légales et des enjeux nationaux est stoppée (validation du dosage de cannabidiol, profilage de la cocaïne pour alimentation d'OTARIES).

Ainsi, les personnels accumulent les heures supplémentaires et la fatigue, tout en perdant considérablement leur motivation en voyant se dégrader la qualité de leur travail. L'ensemble des personnels de la section a alerté la cellule de veille des RPS du SNPS il y a quelques semaines.

➤ **En sections Toxicologie :**

8 personnels ont quitté les sections de toxicologie depuis 2020, faisant passer l'effectif de 30 à 22 alors même que les injonctions gouvernementales visent à doubler les contrôles routiers depuis le mois d'août.

Les impératifs de délai (très courts en toxicologie routière) ne peuvent plus être tenus dans des conditions de travail décentes pour le personnel. Et les agents sont régulièrement amenés à décaler leurs prises de repos après leurs permanences et leur fatigue s'accumule.

La volumétrie massive en toxicologie routière entraîne par rebond des retards énormes dans le traitement des dossiers médico-légaux non urgents dont certains sont traités au bout de plusieurs années au détriment des enquêtes judiciaires et de la réputation du laboratoire ! De même, la recherche et développement de nouvelles méthodes est freinée.

Les managers sont obligés de traiter eux-mêmes des dossiers et n'ont plus le temps à consacrer à la gestion des ressources humaines et l'accompagnement des nouvelles recrues, ce qui se caractérise par un mal être diffus d'un grand nombre d'agents récemment affectés. Un grand nombre de personnels a alerté la cellule de veille des RPS du SNPS il y a quelques jours.

Le manque d'effectif au LPS de Paris est criant et met en difficulté à la fois la santé des personnels et la qualité des prestations offertes aux enquêteurs.

Ce manque d'effectif ne semble pas être pris au sérieux. Aucune solution n'apparaît au vu du faible recrutement à venir : 149 ASPTS avaient été recrutés en 2020, et seulement 90 techniciens qui ont vocation à les remplacer doivent être recrutés en 2022. Ces chiffres

attestent de l'absence totale de prise en compte des besoins dans des services tels que le LPS 75 qui a lui seul aurait besoin de recruter 15 techniciens et au moins 5 ingénieurs en urgence.

Aujourd'hui, la situation du laboratoire de Paris nous semble très proche de celle qui avait nécessité en 2018 l'intervention de l'IGPN : accumulation des tensions entre les personnels, augmentation de la fatigue de l'ensemble des agents, désorganisation des services menant à des injonctions contradictions et une forme de confusion dans les relations interhiérarchiques.

Nous sommes très inquiets et nous vous demandons une réaction forte et rapide sur ce sujet. Nous vous demandons plus précisément :

- Un audit de fonctionnement du service sur le plan RH permettant de mettre en évidence les nécessités réelles de recrutement et de définition du plafond d'emploi,

- Une intervention auprès du DGPN pour l'augmentation de postes supplémentaires au concours de technicien Ile de France afin que soient affectés 15 techniciens au LPS de Paris en fin d'année.

Nous ne pourrions accepter que la santé des personnels continue de se dégrader, sans une réaction forte du chef du SNPS ! Les alertes auprès de la cellule de veille ne peuvent rester sans réponse. Elles engagent votre responsabilité comme elles nous imposent de vous interpeler.

Nous devons aussi vous rappeler que dans le contexte actuel, aucun des engagements de la politique qualité du laboratoire pour l'année 2022 ne sera respecté s'agissant d'engagements en matière de respect des délais.

Vous ne pouvez rester insensible à la détresse des personnels du LPS75, et laisser se dégrader davantage la situation déjà bien catastrophique, tant sur le plan humain que sur le plan opérationnel.

Nous serions navrés de devoir demander un audit IGPN, face au mutisme du SNPS et de son directeur.

En vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à nos revendications, je vous vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de notre profond respect.

Mickael VINARD



S.N.P.P.S

Arnaud LOCTIN



ALLIANCE POLICE NATIONALE